



## Communiqué de Presse conjoint

Gouvernement de la République Gabonaise

Union européenne

Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD)

### Présentation d'un nouveau projet d'appui à la promotion et la protection des droits de l'homme au Gabon

**Libreville le 04 février 2020** – Dans le cadre du suivi des conclusions du Dialogue politique intensifié entre le Gouvernement de la République gabonaise et l'Union européenne (UE), le «Projet d'appui à la Promotion et Protection des Droits de l'homme au Gabon (PAPPH) » a été présenté. Il s'agit d'un programme conjoint de l'UE, en partenariat avec le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix des Nations Unies. Il sera mis en œuvre par le PNUD, avec la participation du Haut-commissaire aux droits de l'homme et de l'UNOCA.

D'une durée de dix-huit (18) mois et un budget de 327.978.500 Francs CFA (500 000 € dont 350.000 UE et 152.232 NU), ce projet vise à contribuer à :

- renforcer les capacités techniques et opérationnelles des acteurs étatiques que sont la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) et la Direction Générale des Droits de l'Homme en vue de l'accomplissement de leurs mandats conformément à la loi et aux standards internationaux;
- renforcer les capacités de la société civile et des médias dans la lutte contre l'impunité des violations des droits de l'homme ainsi que le suivi et la documentation des cas de violations des droits de l'homme;
- procéder à la mise en place d'un cadre de coordination et de coopération entre ces acteurs étatiques et non-étatiques.

Ainsi, le PAPPH contribuera à l'amélioration de la gouvernance au Gabon, examinée sur la base du 16ème objectif de développement durable (ODD 16) qui met l'accent sur la promotion de sociétés pacifiques et inclusives pour le développement durable, l'accès à la justice pour tous et le renforcement des institutions responsables et efficaces à tous les niveaux, dans le respect de l'état de droit et des droits humains.

Ce projet, qui a été repris dans les conclusions conjointes du Dialogue politique intensifié Gouvernement Gabonais/Union européenne, est le résultat des longues consultations entre les différents partenaires et notamment la Commission nationale des droits de l'homme, le Ministère de la Justice, les réseaux d'organisations de la société civile, des agences du système des Nations unies et l'Union européenne. FIN.